

Non au service public « Canada Dry » ! Les citoyen.n.e.s d'Auterive méritent mieux que ça !

Toulouse, le 11 février 2020

En Haute-Garonne, ce sont quatre structures, portées par des intercommunalités, qui ont été labellisées France services :

- communauté de communes du bassin Auterivain (siège Auterive),
- communauté de communes Terres du Lauragais (siège Nailloux),
- communauté de communes Coeur de Garonne (siège Rieumes)
- communauté de communes Val Aïgo (siège Villemur sur Tarn et antenne Bessières).

Aujourd'hui, on inaugure la Maison France services d'Auterive.

Les MFS (Maisons France Services) sont un outil de destruction des services publics de proximité de pleine compétence de l'État, des opérateurs et des collectivités territoriales, remplacés par un service au public de proximité low cost. Elles sont un outil pour supprimer massivement des emplois de fonctionnaires, en premier lieu à la DGFIP.



Les MFS s'inscrivent dans la réorganisation territoriale de l'État. Elles sont des lieux d'accueil pour un nouveau réseau de proximité, que le gouvernement veut installer, selon ses dires, pour « permettre à nos concitoyens de procéder aux principales démarches administratives du quotidien au plus près du terrain » (note du premier ministre aux préfets de région et de

département du 1er juillet 2019). **Cette propagande participe à la vaste entreprise de mensonge engagée en direction de la population et des élu.e.s.**

Aux Finances publiques, l'annonce de la création des MFS (avec absorption des Maisons de Service Au Public qui obtiendront une labellisation) a pour corollaire la **suppression de toutes les trésoreries d'ici 2022** (hors hospitalières) et de nombre de services entreprises, services particuliers et autres services fiscaux. Un vrai massacre !

Croire que l'on pourrait obtenir l'ajout des MFS au réseau de proximité actuel des administrations (services de pleine compétence) est un leurre, car c'est oublier la nature même des MFS : **celles-ci sont conçues pour se substituer aux services d'accueil des différentes administrations.**



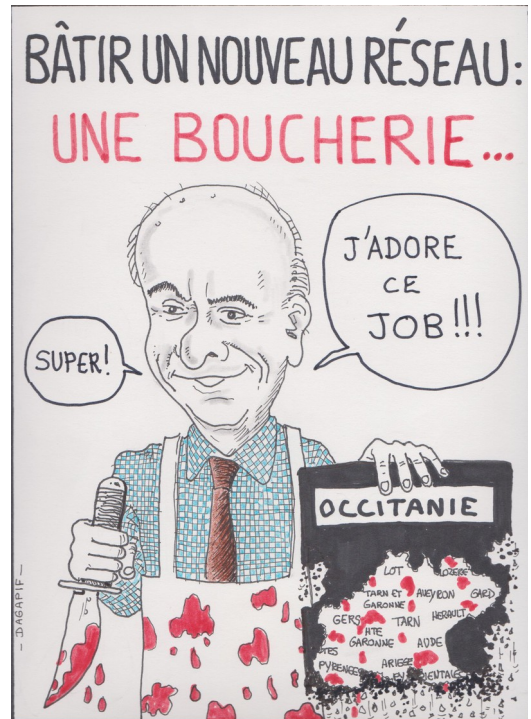
Elles seront **animées par deux agents polyvalents France Services** (sans aucune obligation statutaire). Les agents France Services se substitueront donc aux fonctionnaires des différentes administrations.

Y aura-t-il davantage de points d'accueil pour le public ? Si on compare le nombre de MSF avec celui des accueils actuels de la totalité des administrations, rien n'est moins sûr. Quand bien même on retiendrait cette hypothèse, c'est un **accueil low cost**, au rabais, voire tout simplement impossible à assurer.

Avec une formation au premier accueil et aux démarches en ligne, le reste étant renvoyé à une formation des opérateurs et des ministères partenaires, les agents dits « polyvalents » auront intérêt à être dotés de super pouvoirs !

Remplacer des services de pleine compétence par des pseudo-accueils ultra-polyvalents, jusqu'au déraisonnable, voire des bus « France Services », non bordés statutairement pour leurs agents, fragiles sur leur financement, externalisables et privatisables à souhait, c'est condamner le réseau de proximité de l'ensemble du service public, DGFIP en tête. Tel est le véritable projet de ce gouvernement !

Plutôt que de se perdre dans d'absurdes et vaines tentatives d'amendements au projet de mise en place de coquilles vides que seront les MFS, nous revendiquons clairement la consolidation et le développement des réseaux de proximité (urbains, périphériques et ruraux) de pleine compétence des administrations et de l'ensemble des services publics.



Le préfet va vous vendre du rêve ce matin. **Maison France service, : ça sonne comme le service public, ça a la couleur du service public, mais ce n'est pas du service public.** Cette année encore, 31 emplois sur 1800 sont supprimés dans le département (après 215 suppressions cumulées depuis 2010) et ce

seront autant de personnels en moins pour venir assurer des permanences dans les MSAP et MFS.

N'oublions que notre direction, en visite auprès des collègues d'une trésorerie, a précisé que la pérennité de ces implantations de proximité était de trois à quatre ans...

**Pour le maintien du service de proximité et de pleine compétence,
Non à la fermeture de la trésorerie d'Auterive, retrait du plan Darmanin !**